CHAPITRE 1
UN CONTEXTE RELIGIEUX PROBLÉMATIQUE

1. Le religieux dans la postmodernité

Avant de parler de l'expérience spirituelle proprement dite, nous devons tenir compte d'un facteur important, celui de la place du religieux dans la vie sociale en Belgique et de manière générale dans les pays européens et le monde. Etant donné la complexité du sujet, nous ne tracerons que quelques grandes lignes. Comment exprimer la manière dont l'Église catholique perçoit la vie spirituelle de la population ? Que disent les observateurs de la sociologie des pratiques religieuses ? On peut d'abord évoquer le fait d'une sortie d'une situation de chrétienté : la population belge est en majorité catholique et la pratique religieuse soutenue jusque dans les années soixante, mais s'érode par la suite. Le phénomène est global en Europe Occidentale : dans les années 1950, on compte 27 % de catholiques pratiquants en France, contre 4 % aujourd'hui (15% aux grandes fêtes). Cette « sortie » s'exprime souvent par le terme de « crise ». Il ne s'agit pas seulement d'un problème d'appartenance religieuse, mais aussi spirituel : le manque de « pratique » modifie en profondeur la perception de ce qui est spirituel de ce qui ne l'est pas. Certains sociologues (Raphaël Liogier, Chantal Delsol) interpellent sur la résurgence du « mythe » dans les sociétés modernes, lesquels fondent de nouvelles croyances. À ce sujet, il est important de distinguer « valeurs » et « croyances ». On voit aussi apparaître de nouveaux mouvements religieux comme le « bouddhisme occidentalisé », l'attrait pour l'ésotérisme et l'occultisme, le Nouvel Âge en lien ou non avec les « nouvelles thérapies », l'écologie et enfin des « spiritualités laïques » (Nancy Huston, André Comte-Sponville, etc.). Enfin, un autre phénomène religieux plus récent ne cesse d'interpeller : l'évolution de l'islam depuis les années 1970 en Europe et dans le monde, au carrefour du rapport entre le politique et le religieux, ce qui pousse à revisiter la question de la liberté religieuse, et de culte.

1.1. Un contexte de « crise permanente », de mutation ou de décadence ?

Faut-il parler de « crise permanente », de « mutation », de « décadence » ? L'époque contemporaine est souvent qualifiée pour ses « pertes de repères ». Le terme « crise », dont le mot grec (*crisis*) signifie *discernement*, mais aussi *jugement*, inviterait à voir notre époque comme une recherche permanente d'équilibre, de progrès à travers une succession de crises, que ce soit au niveau individuel ou sociétal[1]. Ces crises indiqueraient la perte progressive des données traditionnelles au profit d'un nouvel ordre social, humain, spirituel, qui se construirait au fur et à mesure, sans qu'on en maîtrise le profil, non sans provoquer des disruptions successives (dans la vie familiale [nouvelles familles], l'enseignement [politisation accrue vis-à-vis de la pédagogie, des méthodes, programmes], l'économie [blockchain, bitcoin, fintech]).

La mutation suggère qu'on se situe dans une transformation plus radicale, dont on ne peut pas encore voir tous les effets, mais qui est inexorable. On peut penser ici surtout à la révolution numérique, aux objets connectés, la réalité virtuelle, le monde digital qui se profile. Cela pourrait, à terme, modifier aussi le psychisme humain (on pense à l'émergence des AI dont l'interaction avec les humains demande de former ces derniers). Les humains ne parviendraient plus, en gros, à se gérer, ou à gérer leur environnement seuls. On parle aussi d'ubérisation de la société : les individus « gèrent » le monde eux-mêmes sans passer par des intermédiaires, ou une quelconque organisation sociale, politique, économique (impôts) à l'aide des moyens technologiques. Le modèle du « coaching » peut parfois lui être lié (à la place du professeur).

La décadence (Jean-Luc Marion ; *Brève apologie pour un moment catholique*) indique que la perte de repères est en fait liée aux développements ultimes de la modernité (qui devient postmodernité ou modernité liquide ou hypermodernité), laquelle *dissous* les identités, les cultures, au profit d'un modèle unique, appelé parfois « système » (Lyotard), souvent dénoncé comme ultralibéral, qui lisse tout au profit de la rentabilité. Celle-ci parachèverait la mise à l'écart

[1] À ce sujet, voir l'essai d'Éric CHAUVIER, *La crise commence où finit le langage*, Allia, 2009.

de toute forme d'autorité, de tradition, de culture au profit de la seule volonté de puissance, nietzschéenne (*hubris*), du surhomme. D'autres prédisent que « la mort de Dieu » conduit inexorablement à la mort de l'homme (Foucault)[2]. La décadence signifierait que la culture, la civilisation, l'art, la religion, la vie en société et les règles de la vie morale ne se construiraient plus comme une somme accumulée d'expériences et de savoirs, mais sur l'échelle des valeurs des cultures, nations, courants politiques, ce qui inclut pluralisme, individualisme, relativisme mais aussi négociation permanente, rapports de forces entre niveaux de pouvoir et lobbyistes. Au lieu de parler de décadence (qui a une connotation morale), certains parlent de dé-construction avec Derrida (de même qu'il y a dé-figuration dans le monde médiatique, Rancière).

Probablement que les trois termes disent chacun quelque chose de pertinent sur notre monde contemporain, où, pourtant, les religions n'ont pas cessé d'exister. L'hypermodernité est sans racines (ainsi de la sécularisation) par refus de la tradition en particulier catholique en Belgique, elle se veut neutre ou laïque ; mais dernièrement même la laïcité s'est vue reconnue comme convictionnelle). Elle se refuse à atteindre un horizon désirable pour tous, la dernière utopie de ce genre étant le marxisme (fin des « grands récits »). Sans histoire ni horizon, elle se fonde uniquement sur le présent (on parle de présentisme). Ne subsistent que les prévisions ou les statistiques, elle n'envisage l'avenir qu'en termes d'évolutions économiques ou sociales. La nécessité de tenir compte de l'environnement change pourtant la donne, montre les limites actuelles atteintes par les différentes révolutions industrielles et contraint les gouvernements à s'engager vers des politiques économiques plus durables.

Only Lovers Left Alive de Jim Jarmush (2013), regard désabusé sur l'évolution du monde contemporain pour qui la culture, la tradition, l'art n'ont plus aucune valeur, sans compter les villes vidées de leurs habitants (Detroit) penche vers une vision décadente de la société. Même les esprits « évolués » sont contraints de retourner à la barbarie. L'homme n'apprend pas.

---

[2] Voir 1.4.

1.2. Foi et raison

Depuis les années 1950, on parle de l'évolution de la vie spirituelle en général et de la vie de l'Église en faisant référence au *contexte sociologique* dans lequel vivent les populations occidentales. Un consensus admet que ce contexte est celui de la modernité, ou plutôt aujourd'hui, de la postmodernité, on l'a dit. L'athéisme philosophique, pratique, ou les deux, largement répandu, ainsi que l'agnosticisme, manifeste la difficulté qu'a l'homme postmoderne de se satisfaire de réponses toutes faites en matière de foi (voir les critiques récurrentes sur les dogmes). L'idée d'une « révélation » de Dieu ou d'une « vérité venue d'ailleurs » (pourtant bien recyclée par la culture, cf. *X-Files*), à laquelle il s'agirait d'adhérer, se heurte à l'autonomie de la pensée, à l'examen critique où l'homme veut être lui-même la mesure de toute chose, décider de ses choix et de ses convictions, quitte à faire un tri dans les religions elles-mêmes, ou à assembler des éléments de diverses religions.

Mais la requête d'autonomie et de liberté, légitime jusqu'à un certain degré, laisse entière la question du sens de l'existence. Celui-ci est-il uniquement défini par l'homme ? Des herméneutes (H. G. Gadamer, P. Ricœur) et des phénoménologues (M. Henry, J. Y. Lacoste, Ph. Capelle-Dumont, Maldiney), soulignent que l'homme est toujours situé dans un monde qu'il n'a pas créé, que sa pensée s'origine dans ce monde, et qu'il est face à un horizon de vie qui lui est donné. « Qu'as-tu que tu n'aies reçu ? » dirait par exemple saint Paul (1 Co 4,7). L'herméneutique s'adosse ainsi à la phénoménologie laquelle souligne le caractère de *donation* des choses, tout en montrant que leur sens dépend d'une *interprétation*.

Si la dépendance vis-à-vis d'une tradition de pensée est considérée par d'aucuns comme une aliénation, un frein à l'autonomie, la volonté de n'avoir que des idées « personnelles » sur Dieu, le monde, la vie en société, a pourtant aussi ses devanciers : Nietzsche, Marx, Freud, Sartre et bien d'autres penseurs du XIXe s. et XXe s. Tous affirment leur autonomie de pensée, et ont contribué eux même à une tradition philosophique du rejet de Dieu au nom de la raison, ce qui est un paradoxe. Certaines pensées se fondent ainsi sur *Les Lumières* ou *l'Aufklärung*. L'homme moderne n'aurait donc fait que changer de

tradition en passant de la tradition catholique, à celle des philosophes athées et ceux qu'ils ont inspiré, surtout sur le plan économique et politique.

Mais certaines questions ultimes dépassent la raison : on entre alors dans la sphère des croyances, des convictions qui ne sont pas pour autant éteintes dans la vie en société, qui peuvent même être irrationnelles (astrologie, occultisme, ésotérisme, magie). Le regain de l'héroïc-fantasy, de la science-fiction, du fantastique, du surnaturel, des super-héros laisse songeur dans un monde dit « sécularisé ».

Du point de vue catholique, ce n'est ni la foi seule, ni la raison seule qui doivent guider l'homme dans sa quête de vérité sur Dieu, le monde, le sens. Ainsi, le croyant connaît (depuis Justin qui pratiqua le dialogue avec le judaïsme) l'importance du dialogue *foi* et *raison* (jusqu'à développer les « raisons » de croire). « L'apologétique », la théologie, la catéchèse, et l'enseignement religieux en général reposent toujours sur ce dialogue, dont l'importance a été réaffirmée au Concile Vatican I (on peut connaître Dieu par la raison) puis Vatican II (la raison nous dispose à accueillir la Révélation, et celle-ci demande d'être pensée).

L'agnostique postule en raison qu'on ne peut pas savoir si Dieu existe. L'athée, que la raison s'oppose à la foi (dans le cas du problème du mal par exemple). Le croyant postule, lui, qu'il n'y a pas d'opposition entre foi et raison, mais que la raison est limitée, incapable de « saisir » la plénitude du mystère de Dieu, qui demande d'être accueilli par la foi en vue du Salut. De la même façon, il est impossible de saisir le *monde*, *l'autre*, ou n'importe quel phénomène (l'univers observable par exemple est limité par rapport à l'univers existant) dans sa totalité.

Le croyant s'oppose donc à deux extrêmes : le *rationalisme*, proche du scientisme qui n'admet comme vérité que ce qui est scientifiquement prouvable, et le *fidéisme*, qui rejette la critique rationnelle des religions (qui peuvent être entraînées dans la violence par exemple à cause de problématiques politiques). Il ne faudrait pas penser que l'Église accorde moins d'importance à la raison qu'à la foi, même si elle considère que la foi, sans les capacités qu'offre la raison

(pour une personne handicapée mentale par exemple), ouvre au salut. Il y a une différence entre le fait de croire *que* Dieu existe (par la raison) et de croire *en* lui (par la foi). Une réelle adhésion à Dieu est nécessaire, qui embrasse tout l'humain (et pas seulement sa pensée). Dans le cas des apparitions par exemple, l'Église est très prudente. Dans le film *L'apparition* de Xavier Giannoli (2018), un prêtre dit à un journaliste : « Disons que l'Église préfèrera toujours passer à côté d'un phénomène plutôt que de valider une imposture ».

1.3. Anthropocentrisme

Depuis la Renaissance, tout se passe comme si l'homme se plaçait au centre du jeu, là où naguère Dieu prenait la première place. Mais le croyant assume le fait que l'homme dépend de son environnement, de son éduction, de son milieu économique et social, finalement de Dieu lui-même qui l'a créé. L'homme se construit au gré des rencontres, événements, pensées et expériences personnelles (y compris spirituelles) qui façonnent en lui des convictions, des croyances, une foi. La foi dans le Progrès (nous nous donnons à nous-mêmes nos propres biens) peut ainsi se substituer à la foi en la Providence (nous recevons nos biens d'un Autre, ou des autres). L'anthropocentrisme conduit ainsi de la *rationalité* (la raison comme norme de toute chose) à la *singularité* (le moi comme norme de toute chose), comme l'explique Raphaël Liogier, un sociologue. Mais écoutons un théologien :

> Autant que les anciens Pères, les grands docteurs médiévaux avaient, à leur tour, sans distinction d'école, exalté l'homme en exposant ce que l'Église enseignait depuis toujours de son rapport à Dieu : *In hoc magnificatur, in hoc dignificatur, in hoc praeemminet omni creaturae !* Mais un jour l'homme n'en fut plus touché. Il se mit à croire, au contraire, qu'il ne s'estimerait désormais lui-même et qu'il ne pourrait s'épanouir en liberté que s'il rompait, d'abord avec l'Église, puis avec l'Être transcendant lui-même dont la tradition chrétienne le faisait dépendre. Prenant au début l'aspect d'un retour au paganisme antique, ce mouvement de rupture devait se précipiter et s'étendre au cours du XVIIIe et du XIXe siècle, pour aboutir, après bien des étapes et bien des vicissitudes, aux formes les plus audacieuses et les plus virulentes de l'athéisme moderne. Humanisme absolu qui se prétend le seul véritable et aux yeux duquel un humanisme chrétien ne peut être que dérision. (…) L'homme élimine Dieu pour rentrer lui-même en possession de la grandeur humaine qui

> lui semble indûment détenue par un autre. En Dieu, il renverse un obstacle pour conquérir sa liberté[3].

Pour un autre auteur, Jean-Jacques Wunenberger, ce qui caractérise la postmodernité, c'est le décentrement de la au profit de l'imaginaire qui se révèle à notre époque :

> La réinterprétation de l'imaginaire par G. Durand conduit non seulement à réévaluer l'imaginaire par rapport à la rationalité [NDLR : qui en serait un "rétrécissement"], mais à inverser leurs rapports en subordonnant les catégories de la raison aux structures plurielles de l'imagination. On peut ainsi encourager et légitimer de nouvelles formes de critiques du rationalisme et enquêter à nouveau sur la place des pulsions, affects et images dans les productions rationnelles, débarrassées de leur présumée autonomie, voire autarcie, dans le sillage des démarches de Nietzsche, Jung et divers travaux récents (B. Meheurs, I. Stengers, etc.)[4].

1.4. La mort de Dieu conduit à la mort de l'Homme

Dans les années 1960, Sartre et Camus, puis Derrida, Foucault ouvrent de nouvelles voies de contestation de la métaphysique, de la théodicée, ou du moins considèrent le savoir comme une construction de l'esprit sans lien avec le réel ou une quelconque essence. « L'homme est une invention », au même titre que Dieu, dit Foucault. Il est même une illusion, ce qui préfigure sa disparition...[5] C'est en fait *l'idée* de l'homme qui disparaît. Les temps modernes, qui font place à la « postmodernité » ou à la « modernité liquide » contemporaine, et qui pourrait s'étendre à l'Église elle-même se caractériserait par une mort progressive de l'humanisme[6]. Foucault explique, que, suite Nietzsche, si « Dieu est mort », alors le soubassement de la justification de l'homme disparaît du même coup.

> Maintenant que l'homme est en train de disparaître on nous pose la même question que l'on nous posait autrefois à ceux qui proclamaient que Dieu était mort. On nous dit, si l'homme est mort

---

[3] Henri de LUBAC, *Le drame de l'humanisme athée*, p. 19-20.

[4] Jean-Jacques WUNENBERGER, *Préface à la nouvelle édition* (2016) du livre de Gilbert Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 2016, p. XX.

[5] Voir l'interview de Michel Foucault : http://www.ina.fr/video/I05059752 (page consultée le 5/04/2016).

[6] Voir les analyses d'Arnaud Join-Lambert.
https://www.academia.edu/29754143/Vers_les_eaux_profondes_de_la_modernit%C3%A9_liquide_en_2030

> alors tout est possible ou plus exactement on nous dira : "tout est nécessaire". Ce que découvrait la mort de Dieu, ce que découvrait cette grande absence de l'Être suprême, c'était l'espace de la liberté. Ce que découvre maintenant la disparition de l'homme (…) ce qu'on voit surgir c'est la trame d'une sorte de nécessité, c'est le grand réseau des systèmes auxquels nous appartenons et on nous dit alors que tout est nécessaire[7].

Dans le « grand réseau des systèmes », on peut placer les sciences du langage et la philosophie analytique, ou celle des *sciences* des religions. Mais le mot, troublant, pourrait évoquer aussi aujourd'hui celui des réseaux sociaux, les jeux en réseau, la mise en réseau de nombre d'activités humaines connectées par internet. Cette nouvelle révolution, est-elle plus technologique que philosophique ? Où voyons-nous se mettre en place technologiquement des idéologies sur la mort de l'homme comme individu (après l'avoir exalté) ? A-t-elle l'ambition de transformer l'homme lui-même par les technologies, puis à donner du sens à cette transformation par l'émergence d'une nouvelle religion globale (Liogier) ? Prélude-t-elle à l'organisation d'une société mondiale comme une fourmilière où chacun est assigné à une place précise en fonction du besoin d'un réseau économique mondial en train de se formaliser. Certains rêvent de cette société du Big Brother[8].

> Il [Orwell] prédisait la destruction de l'Histoire mais pensait qu'elle serait accomplie par l'État ; il pensait qu'une sorte de ministre de la Vérité ferait disparaître systématiquement les faits gênants et détruirait les traces du passé. C'est certainement là la manière de faire de l'Union Soviétique, notre Océania des temps modernes. Mais, comme Huxley l'avait plus justement prévu, il n'est aucunement nécessaire d'agir de façon aussi brutale. Apparemment, des techniques bénignes, alimentant la populace avec une politique d'images, d'instantanéité et de thérapie, peuvent être aussi efficaces pour faire disparaître l'Histoire, de façon peut-être plus définitive, sans soulever d'objection. Il faut encore nous tourner verx Huxley, et non vers Orwell, pour comprendre que la télévision et les autres formes

[7] Voir l'interview de Michel Foucault : http://www.ina.fr/video/I05059752 (page consultée le 5/04/2016).

[8] Implants sous-cutanés, sociétés qui contraignent leurs employés à faire du sport, traçabilité des habitudes de consommation, du trafic internet, autant de questions sur la liberté individuelle, la protection de la vie privée, etc. http://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-des-puces-rfid-greffees-dans-la-paume-de-salaries-suedois-60182.html (page consultée le 9/01/2016).

d'imagerie dont peser sur le fondement de la démocratie libérale : la liberté de l'information[9].

1.5. Les identités

Sur le plan anthropologique, on constate aussi que la question de l'identité individuelle (« qui suis-je » ?) ou collective (notre Région, notre culture, les produits du terroir), est devenue plus importante depuis que la globalisation des échanges est devenue un fait massif. Les vagues migratoires successives de différentes populations d'Europe de l'Est depuis la chute du Mur de Berlin, ainsi que celles de pays à majorité musulmane ou d'Afrique, remets en cause l'homogénéité des populations et posent la question du « vivre ensemble ». Sur le plan philosophique et religieux, les consensus hérités et forgés depuis la fin des guerres de religion, puis par la Révolution française (séparation du politique et du religieux), enfin par une situation de sécularisation progressivement installée depuis la seconde guerre mondiale ne répondent plus à toutes les questions. Grosso modo, il identifie les identités « ouvertes », intégratives, qui aussi bien de la part des autochtones, ou des natifs, qui « intègrent » ce qui contribue à enrichir la culture que des étrangers qui viennent s'établir dans un pays (en évitant la ghettoïsation). Par contre, il y a des identités « meurtrières », c'est-à-dire qui refusent toute différence culturelle, religieuse, ethnique, sociale, jusqu'à vouloir éliminer la présence physique de l'autre. Or, « tout ce qu'il y a de bon, retenez-le », dit saint Paul (1 Th 5,21). Il faut « examiner toutes choses » dit-il en évitant les naïvetés, mais aussi les rejets a priori.

2. Aspects religieux divers

2.1. Église catholique et société

Depuis le Concile Vatican II, l'Église catholique belge et européenne (de l'Ouest en tous cas) cherche avant tout à dialoguer avec les sociétés en prenant en compte les évolutions culturelles, les « signes des temps », dans la ligne de *Gaudium et Spes*. Par exemple, la liturgie est profondément remaniée après Concile, prenant en compte les recherches sur le langage et, semble-t-il, les liturgies d'autres églises. Les documents épiscopaux cherchent à aborder des

[9] Neil POSTMAN, *Se distraire à en mourir*, Arthème-Fayard, Pluriel, 2010 [1985], p. 207.

sujets liés à la vie sociale. La publication de l'encyclique *Amor Laetitia* (2016) ne déroge pas à la règle. L'Église a bien pris conscience du « tournant anthropologique » du XXe s. et tente d'éclairer la question en replaçant l'homme face à Dieu, dont il est l'image et en indiquant les déséquilibres qui bousculent l'humanité.

> En vérité, les déséquilibres qui travaillent le monde moderne sont liés à un déséquilibre plus fondamental, qui prend racine dans le cœur même de l'homme. C'est en l'homme lui-même, en effet, que de nombreux éléments se combattent. D'une part, comme créature, il fait l'expérience de ses multiples limites ; d'autre part, il se sent illimité dans ses désirs et appelé à une vie supérieure. Sollicité de tant de façons, il est sans cesse contraint de choisir et de renoncer. Pire : faible et pécheur, il accomplit souvent ce qu'il ne veut pas et n'accomplit point ce qu'il voudrait (Cf. Rm 7,14). En somme, c'est en lui-même qu'il souffre division, et c'est de là que naissent au sein de la société tant et de si grandes discordes. Beaucoup, il est vrai, dont la vie est imprégnée de matérialisme pratique, sont détournés par là d'une claire perception de cette situation dramatique ; ou bien, accablés par la misère, ils se trouvent empêchés d'y prêter attention. D'autres, en grand nombre, pensent trouver leur tranquillité dans les diverses explications du monde qui leur sont proposées. Certains attendent du seul effort de l'homme la libération véritable et plénière du genre humain et ils se persuadent que le règne à venir de l'homme sur la terre comblera tous les vœux de son cœur. Il en est d'autres qui, désespérant du sens de la vie, exaltent les audacieux qui, jugeant l'existence humaine dénuée de toute signification par elle-même, tentent de lui donner, par leur seule inspiration, toute sa signification. Néanmoins, le nombre croît de ceux qui, face à l'évolution présente du monde, se posent les questions les plus fondamentales ou les perçoivent avec une acuité nouvelle. Qu'est-ce que l'homme ? Que signifient la souffrance, le mal, la mort, qui subsistent malgré tant de progrès ? A quoi bon ces victoires payées d'un si grand prix ? Que peut apporter l'homme à la société ? Que peut-il en attendre ? Qu'adviendra-t-il après cette vie ?
>
> L'Église, quant à elle, croit que le Christ, mort et ressuscité pour tous (Cf. 2 Co 5,15), offre à l'homme, par son Esprit, lumière et forces pour lui permettre de répondre à sa très haute vocation. Elle croit qu'il n'est pas sous le ciel d'autre nom donné aux hommes par lequel ils doivent être sauvés (Cf. Ac 4,12). Elle croit aussi que la clé, le centre et la fin de toute histoire humaine se trouve en son Seigneur et Maître. Elle affirme en outre que, sous tous les changements, bien des choses demeurent qui ont leur fondement ultime dans le Christ, le même hier, aujourd'hui et à jamais (Cf. He 13,8). C'est pourquoi, sous la lumière du Christ, Image du Dieu invisible, Premier-né de toute créature (Cf.

> Col. 1, 15), le Concile se propose de s'adresser à tous, pour éclairer le mystère de l'homme et pour aider le genre humain à découvrir la solution des problèmes majeurs de notre temps[10]

Les enseignements des évêques et papes, sans cesse actualisés, surtout après les synodes, restent source d'espérance. Les papes en particulier, extrêmement médiatisés depuis saint Jean-Paul II, sont devenus des « communiquants planétaires ».

2.2. Un paysage religieux et de croyances morcelé

La culture occidentale en mutation ne présente cependant plus de paysage religieux univoque. Le changement a été rapide depuis 20 ans. Indépendamment de la présence de l'islam, dont la visibilité croît dans les grandes villes européennes, il faut encore compter, dans le christianisme avec d'autres courants, comme le montre les églises du réveil, évangéliques ou pentecôtistes, la présence de témoins de Jéhovah, les mormons.

La différence de dynamisme de communautés catholiques d'origine nationale – ou de liturgies – différentes dans une même ville peut être aussi remarquée. Reste, d'un point de vue catholique latin, le paradoxe de non-pratiquants qui s'estiment malgré tout croyants et demandent à l'Église une présence aux « rites de passage » comme un service « symbolique » sans pour autant franchir le pas de l'agrégation à une communauté. À l'inverse il existe des non-croyants pratiquants (« Sunday Assembly ») dans le monde anglo-saxon surtout, qui expriment ensemble leur besoin d'appartenance, de partage, de « célébrer la vie » ; l'imagerie ressemble aux assemblées évangéliques ou pentecôtistes[11]. D'une certaine manière, dans une société très individualiste et très pluraliste, le besoin d'appartenance et celui du « développement personnel », du coaching ou de la « pleine conscience » tendent à se rencontrer loin des Églises historiques, s'essayant à cherchant des formes nouvelles de spiritualité. D'un autre côté, les parents qui inscrivent leurs enfants dans les écoles catholiques – où le cours de religion catholique est obligatoire – attendent que les professeurs donnent un contenu objectif à ce cours, leur donnent des repères. Idem pour tous ceux qui demandent un

[10] CONCILE VATICAN II, *Gaudium et Spes* n°10.
[11] https://www.sundayassembly.com/ (page consultée le 4/04/2016).

« service » à l'Église comme un baptême, un mariage, des funérailles, etc.

2.3. Retour du religieux ou besoin de sens ?

Pour autant, dans les années 1990, le constat de l'émergence de nouveaux mouvements religieux et de nouveaux comportements religieux (délaissant le caractère institutionnel de l'Église au profit d'une conception « privée » de la religion) montre que l'homme moderne et contemporain n'en a pas fini avec les questions de sens ; elles ressurgissent autrement. Peut-on parler de retour du religieux ? Certains ont tenté de comprendre cette question comme une réponse à l'héritage des *Lumières* qui laisse l'homme désemparé et désenchanté.

> Le retour du religieux fonctionnerait comme une réponse au désenchantement engendré par la crise des idéologies et par le vide spirituel d'un monde sécularisé. C'est comme si, à l'intérieur de l'héritage de l'*Aufklärung*, les succès inouïs de la rationalité formelle avaient été acquis au détriment de la rationalité essentielle de l'homme, celle qui s'exprime dans la question du sens, dans la recherche d'une expérience intérieure et dans les diverses manifestations de la fonction symbolique[12].

On peut penser à la multiplication de bouddhas comme statues de jardin par exemple (on imagine mal la même chose avec des crucifix), mais aussi le succès des nains dans les mêmes jardins, le besoin de relaxation et de bien-être en lien avec une imagerie orientale, la promotion de la méditation et ses avatars (mouvements de la pleine conscience, Méditation Transcendantale), qui fleurit dans les magasins et magazines et qui se proposent parfois dans des entreprises, voire même les écoles. Des sectes fleurissent, à côté de mouvements pentecôtistes, ou ésotériques, occultes ou New Age, surtout dans les pays africains, et s'exportent en Europe. Un grand « marché » du religieux se dessine où, par internet, chacun peut trouver ce qui lui convient.

Le monde moderne réclamerait alors toujours plus de « spiritualité », au détriment d'adhésions à des religions instituées. Cette « soif » est sans doute la réaction à une vie en société devenue

[12] Claude GEFFRÉ, *Dictionnaire de Spiritualité Ascétique et Mystique* [DSAM], t. XV, p. 505, art. « Sécularisation ».

fonctionnelle, fondée sur un individualisme qui ne satisfait pas le fond de l'âme humaine. Ainsi ont émergé des spiritualités « laïques » diverses (Nancy Huston, Luc Ferry…).

3. Le politique et le religieux : la question de l'islam

A cela s'ajoute la question du rapport entre le religieux et le politique, question réalimentée depuis les attentats terroristes des *Twin Towers* en septembre 2001, puis par les nombreux attentats dans le monde par des musulmans extrémistes. Depuis les premiers attentats terroristes attribués à l'OLP dans les années 1970, après l'échec des guerres contre Israël, puis les guerres d'Afghanistan et d'Irak, ce rapport prend une tournure virale et se radicalise autour d'une revendication politico-religieuse. Ainsi du débat dans les milieux musulmans, suite aux attentats de Paris, puis Bruxelles : est-on d'abord citoyen de tel pays, puis musulman ou l'inverse ? Ou encore : comment créer un islam de Belgique, ou celui de France (intégrant les *Lumières* et les valeurs républicaines, la laïcité de l'État) ? Chaque pays pourrait mettre ainsi en évidence ses exigences. Mais posons-nous la question plus vaste du rapport entre politique et religieux dans le monde.

3.1. Des religions d'État ?

Existe-t-il des religions d'État ? Dans le monde catholique, on peut estimer que l'État du Vatican est une théocratie, avec les nuances à apporter étant donné une population très limitée (801 habitants en 2015) et des états de vie particuliers (clercs, religieux en majorité) au service, en fait, d'une institution mondiale. Quelques États ont déclaré le catholicisme comme religion d'État (Argentine, Costa Rica, Liechtenstein, Malte, Monaco)[13]. Il en va de même côté protestant : le luthéranisme est religion d'État dans quelques pays (Danemark, Iles Féroé [province autonome du Danemark], Islande, Norvège). L'anglicanisme aussi (Angleterre) ou encore l'orthodoxie (Grèce). Mais c'est surtout dans le monde musulman que l'idée d'une religion d'État a pris de l'ampleur. Plusieurs républiques sont ainsi devenues « islamiques » (7 pays) depuis le Pakistan en 1973, le dernier étant la

[13] Comme on peut le constater, il s'agit surtout de très petits États à faible population, l'Argentine constituant une exception (43 M. d'hab.) ainsi que le Costa Rica (4 M. d'hab.). En Argentine, la liberté de culte est garantie dans la Constitution.

Gambie en 2015. Ce pays, dirigé par un dictateur est régulièrement dénoncé pour ses atteintes aux droits de l'homme.

Des États se définissent donc comme islamiques ou reconnaissent l'islam comme religion d'État[14] (23 pays en tout, chiites, sunnites ou ibadite), dont l'Iran, qui peut être considéré comme une théocratie. L'Arabie Saoudite possède une police religieuse et « exporte » le modèle wahhabite dans le monde, qui est une interprétation rigoriste et fondamentaliste basée sur le hanbalisme du 9ème s. après JC[15].

---

[14] Un État islamique est un État ou la *charia* (la loi islamique), le Coran ou des préceptes issus de l'islam forgent le droit ou une partie du droit (comme le droit de la famille au Pakistan par exemple, à l'exception du reste). Dans la charia, on peut marier des mineurs, lapider pour adultère, couper la main pour vol, etc., même si, au dire des observateurs, ces préceptes sont rarement mis en application. La charia est aussi, curieusement, de mise en Grèce (mariage de mineurs, dotes), chez les Turcophones de Thrace et prime sur le droit grec, ce qui fait polémique régulièrement. La lutte contre les mariages des mineures est freinée par le Conseil d'État grec lui-même. L'application de la charia dans un État islamique concerne plus de 736 millions de musulmans dans le monde. Les pratiques de l'excision se poursuivent en Afrique au nom de la charia, soutenues par les salafistes et autres Frères Musulmans et même des « savants musulmans ». Voir par ex. : http://pointdebasculecanada.ca/quand-les-savants-musulmans-justifient-les-mutilations-genitales-feminines/ (page consultée le 9/04/2016). L'Égypte a consolidé la loi sur le blasphème dans sa constitution de 2012, dont les chrétiens coptes paient le plus lourd tribu, dans l'indifférence générale. http://www.arcre.org/2013/06/10/la-loi-du-blaspheme-en-egypte/ (page consultée le 4/04/2016).
L'Égypte combat cependant les Frères Musulmans et accuse le gouvernement Turc (islamiste en majorité) de complaisance avec eux : http://www.globalmbwatch.com/2016/03/31/egyptian-officials-complained-about-turkish-identification-with-muslim-brotherhood/ (page consultée le 9/04/2016). Le Pakistan a promulgué la loi sur le blasphème en 1986, dans une volonté d'islamiser la société. Salman Taseer, gouverneur du Pendjab et Shahbaz Bhatti, ministre fédéral des minorités religieuses ont été assassinés pour avoir voulu réformer cette loi. En Belgique et en France, les polémiques sur le port du foulard, au Canada, les discussions sur « les accommodements raisonnables » ou les programmes de « discrimination positive » indiquent la présence de communautés musulmanes qui revendiquent une adaptation de la société à leurs convictions plutôt qu'une intégration dans les coutumes et modes de vie locaux. On peut parler encore des viandes certifiées « halal », l'organisation d'abattages rituels, l'apparition du parti « Islam » à Bruxelles, récemment interdit. La création de l'Exécutif musulman, avec ses aumôniers et enseignants, la reconnaissance de mosquées, les parcelles dans les cimetières expriment la reconnaissance d'un culte et sa place socio-culturelle afin de légitimer la présence musulmane en Belgique, avec les difficultés des immixtions de certains pays, en particulier la Turquie ou l'Arabie Saoudite (mosquée du Cinquantenaire, là aussi les autorités belges ont exigé la transparence). http://www.cie.ugent.be/documenten/dassetto_islam_belge.pdf (page consultée le 9/04/2016). La Belgique n'a pas pris suffisamment en compte la menace que constituait la radicalisation de certains musulmans – avec le soutien des populations locales comme en Syrie –, d'abord versés dans le banditisme puis dans l'islamisme, qui a conduit aux attentats revendiqués par Daech à Bruxelles en mars 2016. Les islamistes de Daech ont une influence globale sur le monde musulman : voir l'alerte lancée par Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, en son temps, le mouvement essaime toujours en certains points du globe, comme par exemple l'Afghanistan : http://www.lalibre.be/actu/international/l-etat-islamique-se-propage-comme-un-cancer-partout-dans-le-monde-s-alarme-ban-ki-moon-5707ab0335702a22d62e1ebb (page consultée le 9/04/2016). L'intégrisme musulman semble être aujourd'hui la plus grande menace pour la paix mondiale et l'ensemble de la communauté musulmane elle-même.

[15] Voir à ce sujet Lina MURR NEHMÉ, *Fatwas et caricatures. La stratégie de l'islamisme*, Salvator, 2015. Documents à l'appui, cette professeure d'histoire démonte les discours des

Quelques progrès ont cependant eu lieux ces derniers temps, très limités (permis aux femmes de rouler en voiture par ex.). En Israël, des forces politiques font reconnaître Israël comme un État juif au grand dam des palestiniens et autres arabes chrétiens et de la communauté internationale. Ce discours est parfois soutenu par des diplomates américains comme John Kerry en 2016.

3.2. Les cultes et la Belgique

Un pays comme la Belgique reconnaît officiellement un certain nombre de cultes. Mais l'État ne se définit pas comme catholique, comme la plupart des (ex) pays de tradition catholique européens, ayant intégré la séparation entre Église et État, idée récemment soutenue par le pape François. Le calendrier civil dans nombre d'États se réfère pourtant clairement aux rythmes liturgiques et fêtes catholiques (congé le dimanche, vacances de Toussaint, Noël et de Pâques, lundi de Pentecôte, etc.). Le débat sur la laïcité de l'État est dans les limbes mais pourrait monter en force, tandis que celui de la neutralité de l'État est déjà bien avancé, bien que le concept de « neutralité » fait face au pluralisme de fait des convictions dans la société, y compris dans le domaine politique qui, par le biais des partis au pouvoir réorganise les « cours philosophiques » ou « de citoyenneté »[16]. La tentation de repousser toute enseignement du religieux dans le privé n'est pas morte. Reste encore la question de la liberté religieuse[17], problématique dans la définition de ce qu'est une

islamistes, entre autres du cheikh Eldjazaïri, prédicateur à la grande mosquée de Médine et professeur à l'université de Médine, auteur de conférences en France. Elle pousse les intellectuels à des clarifications. « Ainsi vous verrez au chapitre 15 comment, lors d'une conférence où le public pouvait poser des questions, Mme Murr n'a pas réussi à faire dire à l'aimable et modéré Tarik Ramadan si c'était bien ou si c'était mal d'épouser une petite fille de six ans et de la violer à 9 ans, comme Mahomet en a donné l'exemple, et combien ses questions insistantes ont scandalisé l'auditoire ». Extrait du compte-rendu de Jacqueline PICOCHE, dans l'hebdomadaire *France Catholique*, n° 3517, 2 décembre 2016, p. 22. Depuis, Tarik Ramadan est incarcéré pour harcèlement sexuel…

[16] On peut songer dernièrement à la volonté de diminuer d'une heure sur deux le temps du cours de religion dans l'Officiel, au profit d'un cours de philosophie et de citoyenneté, qui sera d'application dès septembre 2016 pour le primaire et en 2017 pour le secondaire, et, en attendant, l'organisation du cours d'Encadrement Pédagogique Alternatif). En moyenne, 2,5% des élèves se sont inscrits à ce cours en septembre 2015. Le tout, suite à la constatation faite par le Conseil d'État que le cours de moral laïque n'était pas neutre, et accordant la dispense de suivre ce cours à un élève.

[17] On estime par ailleurs qu'entre 100 et 150 M. de chrétiens dans 35 pays subissent des atteintes à leur liberté de croire, voir : Andrea RICCARDI, Jean-Michel DI FALCO, Timothy RADCLIFFE (dir.), *Le livre noir de la condition des chrétiens dans le monde*, XOEditions, 2014. Le *Pew Research Center*, aux USA, montre que les persécutions religieuses ne cessent de

secte et ses pratiques, ou dans l'expression publique des convictions (prosélytisme, débat public/privé en matière religieuse ou dans la définition des réseaux d'enseignement, présence de médias religieux[18]). Cette question de la liberté religieuse est aussi liée à la reconnaissance du culte musulman dont Felice Dassetto a fait le bilan à travers l'histoire de l'Exécutif musulman en Belgique. Nous le citons largement[19], tant la question du « vivre ensemble » est posée face à la radicalisation d'une frange de la population musulmane en Europe. L'auteur montre que les enjeux d'une présence de l'islam en Belgique et sa reconnaissance[20] passe par une réflexion approfondie sur l'identité musulmane (culture et/ou religion), l'intégration dans une structure reconnue politiquement (l'Exécutif musulman), mais aussi la gestion de la « violence symbolique » perçue à l'encontre des musulmans de Belgique (et maintenant non seulement symbolique mais effective par les non-musulmans).

> En amont de ces questions organisationnelles et institutionnelles, dans ce moment de réflexion, les musulmans pourront prendre la mesure de leur mode d'implantation en Europe. Depuis les années 1970, portés par l'élan de réislamisation en cours dans toutes les sociétés musulmanes, les musulmans belges et européens, tout comme dans l'ensemble des pays où les mouvements migratoires les avaient amenés, ont œuvré à implanter, à socialiser, à rendre visible l'islam. Cette implantation provenait d'une demande religieuse. C'était peut-être aussi une affirmation de préservation dans un contexte autre :

croître impliquant surtout Chrétiens, Juifs et Musulmans (statistiques entre 2007 et 2013) dans 198 pays étudiés (sur 233 pays existant dans le monde). Ainsi, en 2013, les Chrétiens subissent des restrictions gouvernementales à leur liberté de culte dans 85% des pays étudiés (102 pays), les Musulmans dans 73% (99 pays) et les Juifs dans 39%. Sur le plan des intimidations sociales par des groupes ou des individus, les Musulmans en subissent jusque dans 84% des pays étudiés (sans que soit précisé les atteintes entres courants musulmans eux-mêmes), les Chrétiens à 71% et les Juifs à 72%. Ce sont les Juifs qui subissent l'évolution la plus défavorable dans le monde ces dernières années.

[18] On peut penser à la volonté de suppression de la chaîne KTO par Proximus, qui n'a pu se faire grâce à une grande mobilisation des chrétiens et de personnalités de tous bords militant pour la diversité de l'information.

[19] Felice DASSETTO, islam belge au-delà de sa quête d'une instance morale et représentative, Cismoc Papers on line, mars 2012, 30 p.

[20] Felice Dassetto explique : « Le culte musulman a été reconnu en 1974. Il faudrait préciser, car souvent certains musulmans confondent : l'État ne reconnaît pas « la religion » (comme si elle était une religion qui aurait une sorte de statut officiel généralisé au sein de la société), mais reconnaît, pour être précis, ce qui est appelé par la loi « le temporel du culte », à savoir le fait que l'État accepte de payer pour les cultes qu'il reconnaît, les bâtiments et les ministres du culte en considérant que ceux-ci offrent des services d'intérêt général ». Felice DASSETTO, *islam belge au-delà de sa quête d'une instance morale et représentative*, Cismoc Papers on line, mars 2012, p. 5.

préservation de structures familiales, préservation aussi des structures patriarcales. Les références à l'islam et à la morale islamique permettaient de maintenir les liens de la famille traditionnelle. Cette implantation provenait aussi d'une affirmation identitaire forte qui avait plusieurs composantes. Une affirmation historique : celle de la revanche du monde musulman à l'égard de l'Occident, et de l'Occident colonisateur ; celle de la revanche identitaire, culturelle et symbolique, qui se construisait en compensation d'une position sociale souvent marginale, et en contrepoids face à des aspects de la culture occidentale ou d'acteurs non musulmans ressentis comme porteurs d'une violence symbolique portée à l'égard de leur culture et de leur religion et à l'égard de la religion en général. Ou, tout simplement, une affirmation de foi. Pendant toutes ces années d'implantation, les musulmans ont foncé dans leur affirmation identitaire. C'était probablement nécessaire et inévitable pour aboutir à des résultats. Dans certains cas, ils ont utilisé divers moyens que les sociétés démocratiques permettent pour que les citoyens se fassent entendre : manifestations, droit, lobbysme intellectuel. Et ils ont utilisé la patience. Les résultats sont là et les musulmans devraient tirer un bilan de ces acquis. Et surtout, ils devraient mesurer la portée d'un fait et d'un acquis majeur : la liberté d'expression religieuse et la légitimité acquise de la présence définitive de l'islam dans l'espace européen et belge. Certes, il y a des groupuscules marginaux qui rêvent d'une Europe qui n'existe plus, sans musulmans. Mais ces groupes ne pèsent nullement. Le fait est que l'idée que l'Europe est aussi et définitivement un espace de présence musulmane est une donnée de fait. Et cette idée est passée et est devenue une évidence auprès des dirigeants politiques, des intellectuels et de la plus grande partie des opinions publiques. Cette idée a été rendue possible et a été conquise parce que dans la philosophie politique, dans la théorie politique et dans la culture européenne, les principes de liberté d'opinion, d'expression, de culte, ne sont pas des façades, mais sont des réalités bien concrètes. Les musulmans devraient alors mieux distinguer entre les difficultés, les lenteurs propres à toutes réalités institutionnelles et sociales (et ne pas se limiter à la plainte facile et souvent inadéquate à l'égard de l'islamophobie qui les frapperait) et ces acquis de fond. Les musulmans devraient prendre la mesure de cela et du grand acquis, tant pour l'ensemble des européens que pour les musulmans. Par la réalisation de cette implantation, les pays européens ont réussi à rester cohérents avec leurs principes. Et les musulmans ont réussi à mettre globalement en place les outils institutionnels qui permettent de maintenir leur fidélité religieuse[21].

[21] L'auteur ajoute en note ici : « Et cet acquis de pluralisme, de liberté d'opinion est loin d'être évident dans le monde. Et, entre autres, dans un grand nombre de pays musulmans, c'est loin d'être le cas. Souvent les musulmans ont tendance à nier ce fait dans leur volonté apologétique de défendre ces pays. Hélas, la réalité de nombreux pays musulmans est bien une réalité

Mais cette affirmation identitaire a aussi été vécue comme une violence symbolique par les populations locales :

> Pour affirmer leur adhésion religieuse, pendant les trente dernières années, des musulmans ne se sont pas fort encombrés du contexte. Il serait important un jour ou l'autre que des jeunes conduisent des recherches approfondies sur l'histoire du processus d'implantation. Porté par leur élan religieux et identitaire, des musulmans se sont affirmés, ont rendu visibles et ont affirmé leurs revendications. Ils ne se sont pas toujours rendu compte que ce mode d'implantation a été vécu par les non-musulmans comme une véritable violence symbolique[22]. De nombreux non musulmans avaient et ont l'impression de ne plus avoir leur place dans leur pays ou d'être accablés par ces constantes demandes musulmanes. D'autant plus qu'elles sont en résonance, dans les faits, que les musulmans européens le veuillent ou pas, avec les soubresauts des pays musulmans. S'il importe de prendre en compte que les musulmans avaient et ont l'impression de vivre une violence symbolique, il importe également de prendre en compte que le mode d'implantation et de revendication des musulmans a également imposé et impose une violence symbolique aux non musulmans. Cette réalité était probablement inévitable dans cette première phase. Mais la question serait de se demander si, de part et d'autre, cette logique de l'implantation par la violence symbolique réciproque ne devrait pas à l'avenir laisser la place à une contextualisation réciproque ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles perspectives, celles que l'on peut appeler de "conclusion réciproque". Il est possible que des agences extérieures, saoudienne, turque, marocaine ou que des idéologues de divers horizons (musulmans, chrétiens, athéistes, nationalistes) ne soient pas sensibles à cette question et considèrent que le mode de l'affrontement soit la meilleure manière possible pour l'affirmation de soi[23].

Quelques remarques s'imposent. À lire le texte, il n'est pas si évident que la première phase dont parle l'auteur soit dépassée, ni qu'il y ait une quelconque volonté d'aboutir à une « contextualisation réciproque » tant le consensus sur ce qu'implique cette contextualisation paraît flou. En ce sens, si de fait « l'islamisation de

---

d'absence de pluralisme, de liberté d'opinion et d'expression religieuse et convictionnelle. C'est un des drames de ces pays : celui de ne pas réussir à forger une vision politique leur permettant d'entrer dans le monde contemporain, fait de liberté, de circulations et de rester enfermés dans les logiques de leurs anciens régimes… ».

[22] On peut penser au port du voile, devenu une « obligation » pour les femmes.

[23] Voir : http://www.cie.ugent.be/documenten/dassetto_islam_belge.pdf (page consultée le 9/04/2016), p. 28-30. Felice Dassetto est professeur émérite de l'UCL.

l'Europe » paraît un leurre[24], comment soutenir les musulmans européens désireux d'un « vivre ensemble » ? Comment soutenir la capacité de lutter, en interne, contre les fondamentalismes orchestrés par des courants salafistes ou celui des Frères musulmans, voire de pays ayant un « agenda de confrontation » ? Le pluralisme de fait des convictions impose à l'organisation de l'État des principes de séparation entre le politique et le religieux qui doivent s'appliquer à l'islam comme aux autres religions en Belgique. Faut-il alors accepter des exceptions culturelles inséparablement liées à des considérations religieuses qui tentent d'imposer leur agenda ? La réponse est claire.

[24] Raphaël LIOGIER, http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/28/l-islamisation-est-un-mythe_3148954_3232.html et https://www.monde-diplomatique.fr/2014/05/LIOGIER/50422 (pages consultées le 9/04/2016).